



B. No. 21

- Burundi
- crise oct. '93
- UPRONA
- media

Le Citoyen

Le Citoyen N° 21
Du 1er au 15 Novembre 1993

n. 150 FBU
abonnement annuel 5.000 FBU
abonnement semestriel : 2.700 FBU
abonnement trimestriel : 1.400 FBU
télé : 600-103-4857.01-20 B.P.B.

Bimensuel d'information et d'opinion publié par AJECI • B.P. 5274 • BUJUMBURA - BURUNDI

La crise d'octobre 1993 Une gestion maladroite et fatale

L'on ne cessera de le répéter et de le réaffirmer, le putsch du 21 octobre 1993 qui a coûté la vie à notre Président Melchior Ndadaye et à certaines hautes personnalités est un acte odieux, anti-constitutionnel et par la même anti-démocratique. Toutes les forces vives du pays se sont levées pour condamner cette barbarie inacceptable.

dans un pays où le peuple avait librement souscrit à la Charte de l'Unité nationale avec à la tête un Président qui avait juré que dans 5 ans l'on ne parlera plus de clivages ethniques au Burundi.
Mais, malgré ces cascades de condamnations qui fusaient de tous les milieux, même de l'Uprona, la majeure partie du

pays a replongé dans le cycle désastreux de la violence où les Hutu, pour venger «leur président» ont pris les machettes et toutes les armes à leur disposition et ont commencé à abattre cyniquement et avec toutes les atrocités inimaginables leurs congénaires tutsi et hutu membres de l'Uprona. L'armée interpellée a fait son devoir de

ramener l'ordre par répression de ces tueurs endiablés avec tous les abus y afférents.
Il incombait ainsi au Gouvernement de ramener la paix, l'ordre et la tranquillité publique après la reddition des putschistes, mais...

Suite en page 2

Editorial

De grâce, plus jamais ça!

Ils viennent d'être lâchement assassinés seulement après trois mois d'expérience au pouvoir : Le Président Ndadaye et ses amis de lutte, Juvenal Ndayikeza, Pontien Karibwami, Gilles Bimazubute, Richard Ndikumwami et l'épouse du numéro 2 du Frodebu Sylvestre Niibantunganya.

C'est avec peine et émotion que toute personne éprise de paix a appris ce triste événement, un putsch perpétré par un groupe de militaires que toute la Communauté nationale et internationale a condamné,

Suite en page 2

Ndadaye assassiné :

Qui sont les auteurs?



Le Président Melchior Ndadaye lâchement assassiné le 21 Octobre 1993

La question paraît simple et banale pour le lecteur pressé et même pour le politicien surexcité par l'événement macabre : c'est un petit groupe de militaires pour les uns, ce sont des militaires avec la complicité des Tutsi pour les autres.

Mais au delà de cette interprétation qui dénote, une confortable simplification et une confusion intéressée, une analyse lucide permettra de constater que le crime du 21 octobre 1993 s'inscrit dans le cadre d'un fond de crise socio-politique. Aujourd'hui, une haine, une peur et une suspicion s'installent entre Bahutu et Batutsi ; tellement

Suite en page 6

Lire en page 8

Lire en page 10

NOTRE ADRESSE : Hôtel Central • Bureau N 10 • Tél. : 21 1035 • Bujumbura

Ndadaye assassiné :

Qui sont les auteurs?

Suite de la première page

le coup qui a emporté le Président Ndadaye et ses proches collaborateurs ainsi que les massacres quasi organisés de populations civiles d'origine tutsi ont creusé les écarts déjà existants.

Une tentative unique au Burundi : Pourquoi?

Rien ne pourra justifier la philosophie de la violence qui vient d'emporter le Président Melchior Ndadaye et ses amis de combat ce 21 octobre 1993. Pour la première fois au Burundi, une tentative de coup d'Etat fait couler du sang. Même les putschistes responsables de ce coup aux dimensions sauvages et idiotes n'ont pu nous dire jusqu'aujourd'hui les motifs de leur forfait infligé à une nation dont l'avenir déjà incertain commençait tout de même à prendre forme après presque six ans d'efforts pour recoudre les maillots déchirés de son tissu social et de son sens.

De même, qui pourra comprendre, justifier et convaincre à propos des massacres de populations civiles innocentes victimes d'après certaines autorités politiques cyniques de la mort du Chef de l'Etat le réduisant ainsi à un chef de tribu?

Cet article n'a nullement pour objectif de comprendre les comportements des premiers et des seconds qui sont somme toute sans logique, mais de situer les événements dans une certaine ambiance socio-politique qui prévalait et qui était de nature à déclencher une crise d'une si grande ampleur.

Pour l'essentiel, l'on remarquera que tous les acteurs de cette ambiance sont responsables des événements qui endeuillent notre pays. Ils sont par conséquent les vrais assassins, du Président Ndadaye, des pauvres citoyens Batusi, Bahutu et Batwa.

L'ambiance socio-politique

La plus grande erreur que commettent nos politiciens c'est de croire que leur époque et leur philosophie peuvent contourner les données de

l'histoire. C'est ensuite le fait d'adopter une attitude arrogante face à des questions et des inquiétudes qu'expose chaque jour la société soit à travers les médias soit par le biais des interlocuteurs tels les partis d'opposition et la société civile.

C'est enfin le fait de s'aliéner, de se laisser entraîner et fasciner par des schémas et des modèles tout faits soit qu'ils résultent d'une manipulation de l'Occident ou des Institutions de Bretton Woods, soit qu'ils viennent d'un environnement géopolitique immédiat.

Et pourtant, la sagesse politique recommande de ne pas copier, de ne pas faire le mimétisme, mais de se forger une voie de développement en tenant compte de ses réalités propres.

Ainsi par exemple, que signifie aujourd'hui dans le contexte burundais un parti politique lorsque à la suite d'une tentative de putsch qui emporte la vie d'un Chef d'Etat, des militants d'un parti par effet de nombre se mettent à liquider leurs rivaux ?

Quel est le sens d'un suffrage universel lorsque celui-ci se réduit à un simple jeu de quantification ?

Si Démocratie est cela, je dis que le Burundi n'en a pas besoin parce que son peuple n'en mesure pas les contours.

Pour illustrer mon propos, qu'il suffise de remarquer que la crise vient de remettre en cause le pas franchi depuis les débats sur l'unité de 1988 à ceux de la démocratisation de 1992. Elle lance en conséquence un grand défi aux concepteurs de la Charte de l'Unité nationale et de la Constitution.

Après les élections de juin 1993, bien des facteurs ont fait pourrir le climat de confiance qui commençait à s'installer entre les diverses composantes de la société. Certains de ces facteurs ne manifestent qu'un retour en arrière comme pour rendre gloire à un passé peu glorieux à la différence de la Risorgimento italienne de fin 19^e-début 20^e siècle.

Quels sont ces facteurs qui font finalement la trame d'une ambiance socio-politique malsaine de na-

ture à provoquer une crise?

1° A l'issue des élections et malgré les débats antérieurs consacrés par la Charte du 5 février 1992, bon nombre de la population burundaise garde encore l'héritage malheureux de la racologie du XIX^e siècle. Ceci se manifeste par ce que J.P. CHRETIEN a appelé « un alibi ethnique marqué par des fantasmes raciaux, des raisons d'Etat et des massacres légitimés ».

2° Le parti Vainqueur aux élections de Juin a fait un parcours historique fondé sur une philosophie de la vengeance. Son travail de clandestinité, son combat pour une autre lecture de l'histoire de ce pays, ses arguments de campagne électorale et les résultats de celle-ci n'ont fait que développer une méfiance, une peur et une suspicion entre la population tutsi et la communauté hutu.

3° Une campagne de diabolisation mutuelle entre les grands challengers à savoir le Frodebu (parti d'obédience surtout hutu) et l'Uprona (parti devenu refuge de beaucoup de Tutsi)

Pour les « Frodebistes », l'Uprona est responsable des malheurs qui ont provoqué la mort et l'exil de tout un peuple (sous entendu Hutu). Pour les « Upronistes », le parti Frodebu veut faire ressusciter la haine tribale, la violence et la désolation.

4° Au delà de cette diabolisation, il faut dire qu'il s'était développé au sein de l'Uprona une certaine arrogance et une attitude de dénigrement vis-à-vis des Frodebistes pour accrédi- ter sans doute qu'en dehors des parti de l'Unité pour le Progrès national, le Burundi ne pourrait jamais aller de l'avant.

C'est peut être dans ces circonstances (3° + 4°) qu'il faut placer certaines attitudes politiques de refus du « changement » telles que la tentative de coup d'Etat qui a conduit l'ancien ministre des R.E. Cyprien MBONIMPA en prison, les manifestations des étudiants et des fonctionnaires au lendemain des élections, les déclarations de ce qui a été appelé les « Front des Patriotes », Jeunesse en quête d'une démocratie... ou encore « Association pour la protection des minorités ». L'on ne

pourrait décrire ou caractériser les extrémismes qui ont été affichés à cette époque.

C'est dans ce contexte ensuite qu'il faut placer la tentative de coup d'Etat de la nuit du 3 au 4 juillet 1993 et de beaucoup d'autres comportements de « refus de participation » dans un Etat où une crise d'autorité commençait à s'installer.

5° Après l'investiture du 10 juillet 1993, des tâtonnements et des erreurs dans la gestion de l'Etat sont exploités pour justifier tantôt l'incompétence, tantôt la thèse de la vengeance. Ainsi, la mauvaise gestion du rapatriement des réfugiés avec la fameuse question des propriétés; les chambardements et la politisation de l'administration avec pour corollaire des règlements de compte et des pertes d'emploi; l'explosion de la criminalité marquée par la violence et le banditisme, des atteintes à la vie par des meurtres voire des lynchages parfois prenant l'allure ethnico-politique; l'attitude arrogante et agressive des militants du Frodebu vis-à-vis des Upronistes; une loi d'amnistie sélective évoquant une certaine haine ethnique; l'introduction des politiques de quotas à la place de la compétence dans les recrutements (ISCAM, Postes, EN- APO...) ont cristallisé et radicalisé la haine et entretenu un climat de peur et de crispation que les bons discours de Président Ndadaye n'ont pas réussi à dissiper.

6° Dans cette ambiance de peur et comme à ses habitudes, la société burundaise en général, celle de la capitale en particulier s'intoxique et intoxique le monde de rumeurs parfois fondées parfois non fondées. Ainsi, depuis quelques jours avant le coup du 21 octobre, une rumeur circule et inquiète même le gouvernement : l'attaque imminente du Palipehutu. Pour certains milieux antigouvernementaux, il s'agit d'un accord entre le Frodebu et le Palipehutu (que certains confondent d'ailleurs) pour régler définitivement le problème Hutu-Tutsi. On parle même d'un éventuel accord entre HA- VYALIMANA et NDADAYE aux Etats-Unis et d'une convention franco-Rwandaise à l'île Maurice

Suite en page 7

Ndadaye assassiné :

Qui sont les auteurs?

Suite de la page 6

pour l'installation de bases militaires à Kirundo, Kayanza et Rumonge puis

le démantèlement de l'armée burundaise.

On parle enfin d'une commande à la maison IMEX avec exonération) de 5000 machettes par le Ministre de l'Administration du Territoire pour le compte du H.C.R. destinées aux rapatriés!

Tous ces éléments ne font qu'aggraver la situation de peur. Or, «la peur ou la peur l'avoir peur engendre généralement la violence». C'est dans cette atmosphère que survient la tentative de putsch qui a entraîné l'assassinat de M. Ndadaye Melchior, Karibwami Pontien, Bimazubute Gille, Ndayikeza Juvénal, Idikumwami Richard et de Mme Ntibantunganya Syreestre. Ce barbarisme pose une grande question sur la nécessité de repenser le comportement de notre armée.

S'il est vrai que les militaires putshistes sont un élément de la société et donc qu'il est par contre incompréhensible qu'ils aient agi avec une extrême barbarie face à des problèmes pourtant solubles. Pourquoi beaucoup de burundais Hutu et Tutsi confondus ont été sidérés, émus et désorientés quand ils ont appris la mauvaise nouvelle surtout après l'historique discours de Makamba

Par ailleurs, à l'exception des putshistes justement, qui-conque a suivi avec intérêt les enseignements de campagne de recrutement et d'élection ainsi que les stratégies adoptées par les «Inziraguhemuka» et leur «JEDEBU» après la tentative du 3-4 juin, mesurait à peu près l'ampleur des conséquences qu'aurait dans le pays tout coup d'Etat et de surcroît l'assassinat du Président Ndadaye. L'irréparable a été donc commis par des militaires irresponsables.

D'une tentative de putsch aux massacres d'innocents!

La mal partance de la démocratie au Burundi c'est d'une part la mauvaise conception de l'Etat et de sa gestion d'autre part. En effet, alors qu'ailleurs (et ceci est

également prévu par notre constitution) le chef de l'Etat cesse d'être chef du parti qui l'a conduit, dans notre pays il a toujours été difficile au Président de la «Res Publica» de s'élever (par ses actions) au dessus du sang des «Inziraguhemuka». Tous ses proches collaborateurs, des ministres aux chefs de quartiers n'ont pas pu non plus comprendre que l'Etat appartient à toutes les composantes et forces politiques de ce pays.

Quoi de plus normal alors que le paysan qui copie sans faute, à l'annonce de la mort du Président de son parti (et non de la République et en principe de tous) se mette à égorger son voisin qui Tutsi, qui Hutu ou qui adversaire politique.

Si ceci peut justifier le comportement que la population hutu a adopté à l'annonce de la mort de M. Ndadaye et de ses collabo, des questions restent à élucider :

1° Que signifie cette coupure de routes et de ponts à Ngozi même avant la tentative du putsch?

2° Que signifie cette présence de bidons d'essence, de matériel de guerre (armes blanches et même des fusils) dans les maisons de paysans hutu?

3° Que signifie ce fameux code du 1er juin signé par le ministre Niyonkuru Schadrack?

4° Quelle portée entraînent les appels à la résistance du Dr. Minani Jean, ministre de la Santé publique, du ministre de la Justice Dwima Bakana et autres ministres Ngendahayo, Nyangoma et Kabushemeye dans une société comme la nôtre où résistance évoque la machette et le fusil?

5° Que signifie cette implication de Havyarimana et ses MRND et CDR dans notre crise, une complicité soutenue et approuvée par le gouvernement Kinigi?

6° Comment peut-on interpréter le comportement irresponsable du gouvernement consistant

en une démission et un exil au moment où des populations s'entretuent par centaines de milliers?

7° Que deviendront ces gouverneurs, administrateurs, chefs de zone et chefs de quartiers qui ont jeté les populations hutu sur leurs cohabitants et amis Tutsi?

8° Que signifie le comportement de ce directeur du Lycée de Kibimba qui a brûlé vif ses élèves?

Au cas où il serait militant du Frodebu, que ce parti sache qu'il héberge des Néonazis.

En attendant les conclusions de la commission nationale d'enquête et des verdicts des cours et tribunaux, disons tout de même que de telles attitudes étaient au grand jour les signes de mauvaise foi, d'esprit sauvage, d'anthropophagie même, en tout cas de la médiocrité de notre administration.

Que conclure?

Le Président Ndadaye et ses amis ont été lâchement assassinés par une bande de militaires sans foi ni loi. Ces derniers sont donc les premiers coupables. Mais au delà de cet ignominieux acte, se cachent d'autres criminels, ceux-là

même qui, du pouvoir à l'opposition et vice versa, ont contribué à la cristallisation de la haine ethnique. Ils ont créé et entretenu un climat malsain qui a conduit à l'assassinat du chef de l'Etat et aux massacres d'innocents Hutu de l'Uprona et des populations Tutsi.

Ils ont tué le Président Ndadaye tous ces hutu qui, tranchant avec les discours officiels du chef de l'Etat, ont tué, brûlé, pillé, saccagé et violé d'innocents Tutsi et Hutu de l'Uprona.


Ils ont tué le Président tous ces militaires qui après le forfait du 21 octobre 1993 se sont livrés à des exactions en tuant d'innocents Hutu.

Vous avez tué le Président Ndadaye, vous avez tué le Président Ndadaye, vous policiers qui, en défendant vos intérêts personnels, avez conduit le peuple à la mort par vos enseignements ethniques.

De plus, au lieu de vous dépasser et de voir en face les problèmes réels qui minent l'avenir de la nation, vous continuez à produire des tracts, à enseigner la division et par conséquent à maintenir vos enfants et toute la jeunesse burundaise dans l'enfer de crises comme celle qui a emporté le Président Ndadaye et ses collabo.

L'histoire vous jugera.

NIMUBONA Julien



IMPRIMERIE DE BUJUMBURA
MISTER MINUTE SERVICE
REALISE TOUS VOS IMPRIMES

- Affiches
- Calendriers
- Dépliants, revues, brochures et journaux
- Carnets divers sur papier autocopiant (sans emploi de carbone) ou sur papier normal
- Reproduction et reliure de vos rapports

En Noir et Blanc ou en Quadrichromie,
MISTER MINUTE SERVICE
vous offre un
SERVICE IMPECCABLE

A partir du 1er Novembre 1993 MISTER MINUTE SERVICE (actuellement sur le Boulevard de la Liberté, Bâtiment FINA BP) s'installe sur l'avenue de l'Angola, à côté de l'Ambassade de France...

Tél. 22.93.98 - B.P. 1536 - BUJUMBURA

